



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité départementale de la Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 Saint-lô

Saint-lô, le 14/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ELECTROPOLI FRANCE

Le Grand Chemin
50540 Vezins

Références : 2024-361
Code AIOT : 0005301497

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2024 dans l'établissement ELECTROPOLI FRANCE implanté 4-5 avenue Saint Martin 50540 Isigny-le-Buat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est tenue dans le cadre du suivi annuel de cet établissement IED.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELECTROPOLI FRANCE
- 4-5 avenue Saint Martin 50540 Isigny-le-Buat
- Code AIOT : 0005301497
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Electropoli est spécialisée dans le traitement de surfaces des métaux, par des procédés électrolytiques ou chimiques. Le site est également classé IED sous la rubrique 3260.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	1 mois
5	Détecteurs niveau bas	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des contrôles périodiques des installations électriques sont programmés et assurés. La complexité des chaînes de production compromet parfois leur exhaustivité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périodicité du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée :

<p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations électriques de la société Electropoli sont contrôlées régulièrement par son service maintenance, avec au besoin sa propre caméra thermique.</p> <p>Les installations électriques sont en outre contrôlées une fois par an par un organisme extérieur. Les derniers rapports Q18 et Q19 sont de moins d'un an ; ils datent respectivement des 3 et 13 novembre 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Les derniers rapports de contrôle, de moins d'un an, précisent tous que ceux-ci ont conduit à la vérification complète des installations électriques de l'établissement. Toutefois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport Q18 bâtiment Peint. fait état d'installations non vérifiées pour absence de plan DRPE ou de mesure impossible faute d'explosimètre ; - le rapport Q19 précise que certains équipements n'ont pu être inspectés soit pour absence de hublot, soit pour matériel à l'arrêt, soit pour ouverture impossible sans coupure.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Electropoli devra informer l'inspection, sous 1 mois, du délai dans lequel pourront être vérifiées ou inspectées, les installations non contrôlées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.
Constats : Le dernier rapport de contrôle Q18 bâtiment Prod. conclut que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Electropoli devra informer l'inspection, sous 1 mois, du plan d'action engagé en conséquence, et du résultat de celui-ci.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
Constats : Electropoli dispose d'un DRPCE dans lequel les zones ATEX sont identifiées. Ces zones sont restreintes à un espace de quelques centimètres de hauteur, au dessus de la surface liquide de certains bains de traitement, où il n'y a pas de matériels électriques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Détecteurs niveau bas

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications hebdomadaires
Prescription contrôlée :

<p>Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées."</p>
<p>Constats :</p> <p>Toutes les cuves non métalliques des bains de traitement chauffés par thermistances sont équipées de sonde de niveau doublées, diminuant par deux le risque de défaillance de la chaîne de détection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Electropoli soumettra à l'inspection, sous 1 mois, un programme adapté et proportionné aux risques, de vérification des sondes de niveau, permettant une fréquence de contrôle au moins équivalente.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>